

INTERNATIONAL

Droits de l'homme. La FIDH et la Commission des droits de l'homme s'efforcent de recenser les cas de « disparitions forcées ou involontaires » depuis vingt ans. Avec des résultats, pour l'instant, très contrastés.

À la recherche des « disparus ».

ANDRÉ R. LEWIN

En 1980, à l'initiative de la France, la Commission des droits de l'homme des Nations unies a créé un groupe spécial appelé à prendre en charge le problème des disparitions, cette forme particulière de violation des droits de l'homme qui s'est développée à la faveur de la multiplication des régimes militaires, notamment en Amérique latine. Leurs auteurs ? Souvent l'armée, la police, voire des groupes clandestins. Les victimes de ces disparitions « forcées ou involontaires » sont des personnes soupçonnées par le pouvoir d'être des terroristes, des opposants (ou des sympathisants de l'opposition), mais aussi, de plus en plus souvent, des membres de leurs familles ou de simples relations. Entre 1980 et 1998, la Commission a recensé 45 825 cas de disparition, dans le monde entier, et annoncé que seuls 2 926 cas avaient pu être éclaircis avec les gouvernements mis en cause, le plus souvent d'ailleurs par la confirmation du décès des disparus.

De son côté, la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a lancé, au début du mois de février,

une vaste campagne sur la situation des disparus dans les pays du Bassin méditerranéen. Selon elle, plus de 20 000 cas de disparitions involontaires et forcées, le plus souvent dues à l'action des forces armées ou de la police, ont eu lieu dans ces pays. Sont particulièrement visés : l'Algérie, le Liban, l'Égypte, la Libye, le Maroc, la Syrie et la Turquie. À noter que ce bilan ne concorde pas avec celui du groupe d'experts de l'ONU : en additionnant ses propres chiffres pour les pays cités par la FIDH, celui-ci arrive à un total de 1 505 cas officiellement recensés. Les deux organisations s'efforcent actuellement de confronter leurs informations.

Selon l'ONU, ce sont l'Irak (16 384 cas), le Sri Lanka (12 143), l'Argentine (3 375), le Guatemala (2 290), le Pérou (2 368) et El Salvador (2 270) qui comptent le plus grand nombre de cas de disparitions non résolus. Mais l'Afrique subsaharienne n'est, hélas, pas épargnée par le phénomène, notamment le Mozambique (2 661 cas), le Soudan (263), l'Ouganda (61), le Burundi (51), la République démocra-

tique du Congo (45), la Guinée (28), le Rwanda (16)...

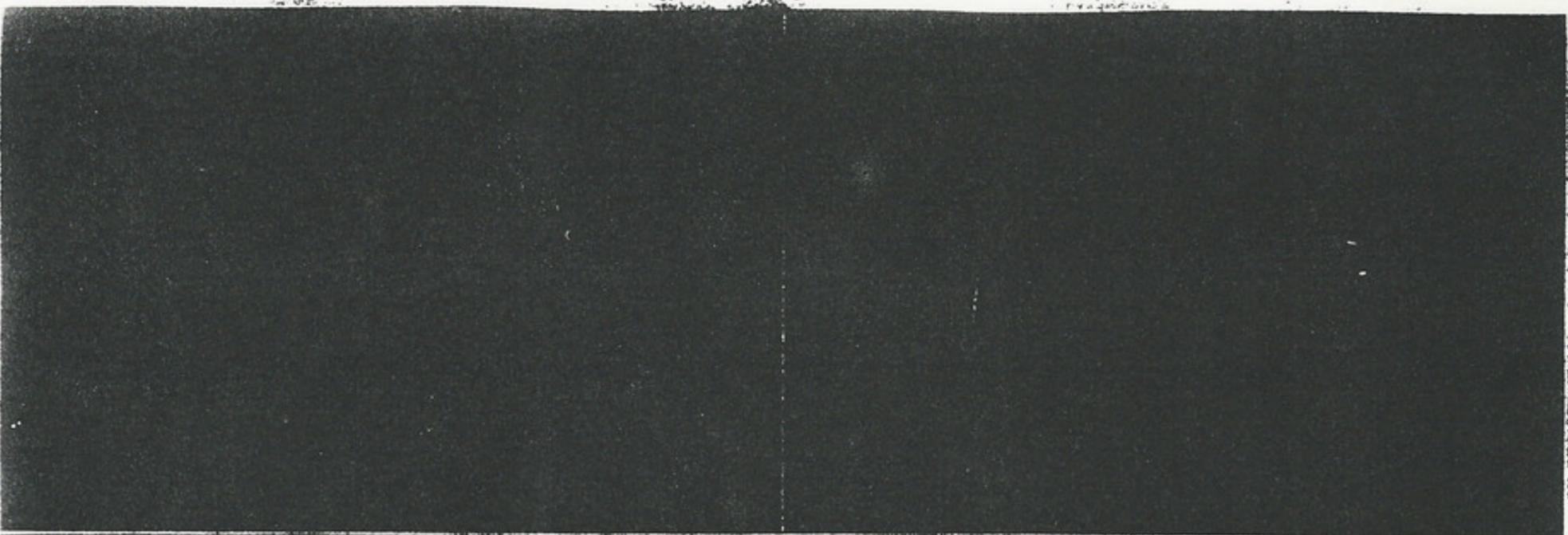
Pour la FIDH, l'Algérie compterait au moins 4 000 cas, peut-être même 6 000, là où l'ONU n'en recense que 731. Même chose pour le Maroc (600 d'un côté, 242 de l'autre), la Syrie (3 000 contre 35) et le Liban.

Dans ce dernier pays, la FIDH recense près de 18 000 disparus (dont 17 000 enlevés par les diverses milices pendant la guerre civile, plusieurs centaines détenus en Syrie et 182 par les forces israéliennes), contre 288 pour

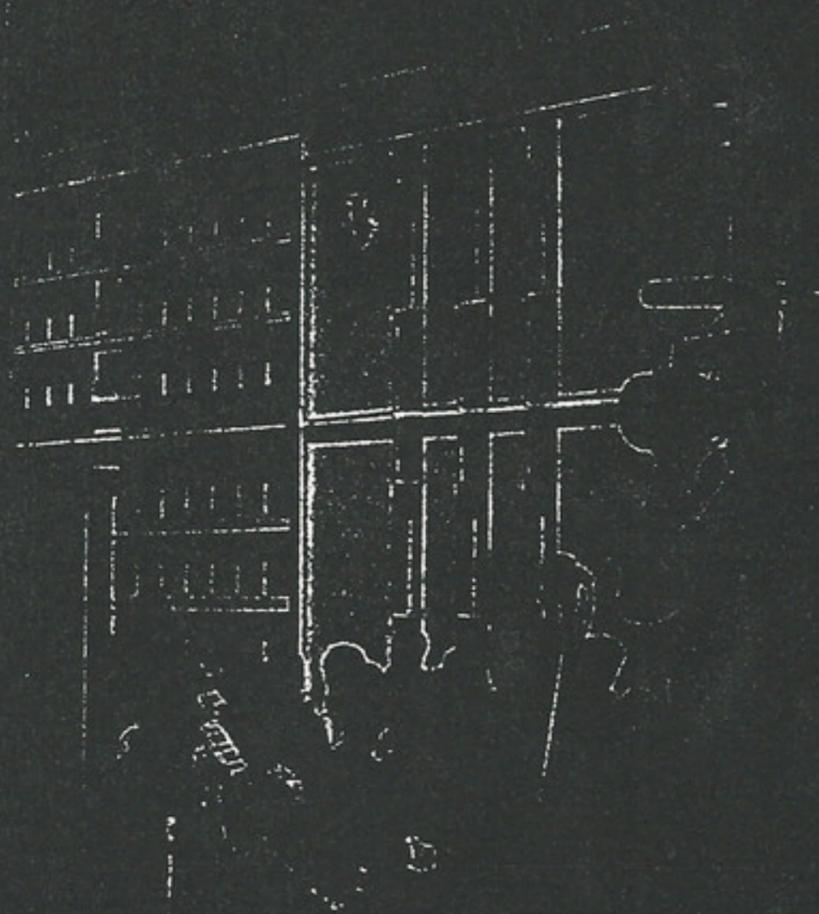
En tête de ce triste palmarès, l'Irak et le Sri Lanka.

l'ONU. Des différences sensibles apparaissent aussi pour la Turquie, la Tunisie, l'Égypte et la Libye.

La FIDH, très soutenue notamment par les associations de femmes et de parents des disparus, espère que la prochaine session de la Commission des droits de l'homme engagera la mise au point d'une convention, et que l'Union européenne, dont la France assurera alors la présidence, fera mettre ce problème à l'ordre du jour du Sommet de suivi de la conférence euro-méditerranéenne de Barcelone, en novembre 2000. ■



Le 7 février dernier, la FIC a organisé un rassemblement en hommage à la mémoire de ceux qui ont été assassinés au cours de la bataille de France aux côtés des résistants.



vous avez souvent été aux côtés du combat des femmes. Aujourd'hui, certaines se battent pour exiger justice et vérité sur leurs proches disparus, et vous êtes présente.

vous avez souvent été aux côtés du combat des femmes. Aujourd'hui, certaines se battent pour exiger justice et vérité sur leurs proches disparus, et vous êtes présente.

vous avez souvent été aux côtés du combat des femmes. Aujourd'hui, certaines se battent pour exiger justice et vérité sur leurs proches disparus, et vous êtes présente.

vous avez souvent été aux côtés du combat des femmes. Aujourd'hui, certaines se battent pour exiger justice et vérité sur leurs proches disparus, et vous êtes présente.